

Paru dans la revue « Géopolitique » n° 102, Paris, juillet 2008

PAUVRETÉ, RICHESSE ET BONHEUR

Jean-Christian Lambellet¹

Au proverbe affirmant que « l'argent ne fait pas le bonheur », le poète répond qu'« il n'est trésor que de vivre à son aise »². Cette divergence sur le lien, négatif ou positif, entre richesse et bonheur traverse toute l'histoire connue de l'humanité.

Religion, philosophie, morale

Du côté de l'austérité, de l'ascétisme et, plus généralement, de la vie simple comme voies vers la félicité, on trouve – entre autres – la tradition des moines errants dans l'Inde antique, les Śramanas ou Samanas ; à la même époque, Gautama Bouddha et le bouddhisme ; l'école épicurienne qui, contrairement à son image courante, préconisait la maîtrise des appétits et une existence modeste ; le Jésus des Évangiles prêchant « Ne vous amassez point de trésors sur la terre (...), mais amassez-vous des trésors dans le ciel »³ ; Saint François d'Assise et les Franciscains ; diverses sectes religieuses comme les Quakers, les Puritains, les Amish ou les Mennonites ; des écrivains, philosophes, maîtres à penser ou figures emblématiques tels Jean-Jacques Rousseau, Henry David Thoreau, John Ruskin, le Léon Tolstoï tardif, Rabindranath Tagore, le Mahatma Gandhi, Ivan Illich, Jacques Ellul et bien d'autres encore. Depuis son émergence dans les années 1970, le mouvement environnementaliste et sa dénonciation de la société de consommation participent aussi clairement de ce refus opposé à la richesse matérielle comme voie vers le bonheur.

Dans l'autre camp, celui du matérialisme au sens le plus large, on trouve entre autres Karl Marx et les marxistes, lesquels ne mettaient pas en doute le caractère positif de la finalité de l'activité économique, à savoir la production de biens et de services, s'attaquant plutôt au mode de production dit capitaliste et à la distribution des fruits de cette production. Mais dans ce camp on trouve aussi la « synthèse néoclassique » dominante en économie politique moderne – sur ce point les deux écoles se rejoignent.

Économie : la synthèse néoclassique

Il est habituel de faire remonter cette synthèse aux travaux de William Stanley Jevons, Carl Menger, Léon Walras et Alfred Marshall dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, enrichis ensuite par les apports d'économistes comme Vilfredo Pareto, John Hicks, Paul Samuelson, Kenneth Arrow, Gérard Debreu et d'autres. Du côté de la consommation, les notions d'« utilité » et de sa maximisation par les consommateurs sont centrales dans l'optique néoclassique. Les manuels d'introduction précisent généralement que le mot « utilité » n'a pas, en économie politique, le sens qu'il a dans la langue courante (l'utilité d'un outil, par exemple), mais que c'est un terme technique qui trouve son origine dans la doctrine utilitariste de Jeremy Ben-

¹ Professeur honoraire d'économie, Université de Lausanne.

² Refrain d'une ballade figurant dans le *Grand Testament* de François Villon (1461). A noter que ce poème a été repris, sans citation de source, par Bertold Brecht dans l'un des plus célèbres morceaux de la *Dreigroschen-oper/ Opéra de quat'sous*, soit la « Ballade vom angenehmen Leben » (la ballade de la vie agréable). Certains vers de Villon sont traduits presque textuellement, d'autres plus librement – ainsi le refrain devient : « Nur wer im Wohlstand lebt, lebt angenehm ! » (Seul celui qui vit dans l'aisance vit agréablement). Cette phrase est devenue une sorte de maxime dans les pays de langue allemande et elle pourrait servir d'épigraphe au présent article.

³ Matthieu 6 :19-20.

tham et qui dénote quelque chose comme la « satisfaction » procurée par la consommation de biens et de services.

Cette définition est souvent suivie d'un 'caveat' comme celui-ci : « L'étudiant doit absolument résister à l'idée que l'utilité est une fonction psychologique ou un sentiment qui peuvent être observés et mesurés. L'utilité est bien plutôt un concept scientifique abstrait que les économistes utilisent pour comprendre comment des consommateurs rationnels répartissent leurs ressources limitées entre les biens qui leur procurent de la satisfaction. »⁴

Pourquoi cette réticence scientifique, cette définition étroite en termes d'une satisfaction supposée non observable et non mesurable, et surtout pourquoi ne pas parler plus simplement de bonheur ? Bien que la question ne soit souvent pas abordée explicitement dans la littérature économique, on peut penser que c'est parce que le bonheur est clairement une notion beaucoup plus vaste que celle de la satisfaction procurée par les biens matériels – c'est là un premier point à noter en introduction. Le bonheur ou son absence ne dépendent évidemment pas que de l'abondance matérielle (pour ceux qui l'apprécient), mais de bien d'autres facteurs encore tels la santé, la personnalité et peut-être l'héritage génétique, l'entourage marital et familial, le physique que la nature nous a donné, le milieu social et l'environnement naturel dans lesquels on vit, le fait d'avoir ou non un emploi et un emploi intéressant, etc. Selon le poids de ces autres facteurs, on peut être riche en biens terrestres et néanmoins malheureux – ou pauvre et content de sa vie. C'est pourquoi la corrélation (contestée, comme on verra) entre richesse matérielle et sentiment subjectif de bonheur ne saurait être, a priori, que lâche.

Un deuxième point à noter en introduction est que l'analyse néoclassique ne prétend pas que tous les biens matériels sont source de satisfaction – s'il y a des *goods*, il y aussi des '*bads*'. Et même des biens qui peuvent être l'un ou l'autre. Considérons le travail, par exemple. (Quand on dit « biens », il faut toujours entendre « biens et services », le travail étant un service). Pour certains agents économiques, probablement la majorité, les efforts productifs sont ressentis comme pénibles et le travail est surtout source d'utilité négative – c'est un *bad*. Pour d'autres, qui aiment leur travail, ce sera une source de satisfaction et l'analyse néoclassique suggère que ces agents-là travailleront le plus qu'ils pourront, ou du moins jusqu'au point où l'effort fourni deviendra trop lourd. Car l'utilité d'un bien ou d'un service peut aussi changer de signe selon la quantité consommée ou fournie dans un laps de temps donné : manger un peu de crème glacée ou boire un peu de bon vin peut être source de plaisir, mais plus guère dès lors qu'une certaine limite est franchie.

Plus généralement, la microéconomie néoclassique est un instrument éminemment souple qui, par exemple, peut parfaitement rendre compte du comportement des tenants de la vie simple. Ainsi, un anachorète sera vu comme quelqu'un qui a une forte préférence pour les loisirs, des loisirs qu'ils consacreront à la prière, à la méditation et à la contemplation (ou à une somnolence mystique). En contrepartie, il souhaitera ou acceptera une faible consommation de biens matériels. Cela peut être généralisé à une société où ceux qui aspirent à une vie simple formeraient une majorité.

Une coloration matérialiste

Si l'analyse microéconomique néoclassique est un instrument très souple, il n'en reste pas moins que, dans la pratique, elle est marquée au coin d'un certain matérialisme ou, plutôt, d'un matérialisme certain. On le voit en particulier lorsque cette analyse passe à un degré d'agrégation plus élevé et qu'il ne s'agit plus des choix entre les biens individuels, des caracté-

⁴ La définition de l'utilité comme « satisfaction » et le 'caveat' cité entre guillemets sont tirés de Paul A. Samuelson et William D. Nordhaus, *Economics*, quinzième édition internationale, McGraw-Hill, NY, 1995, p. 73.

téristique de ces derniers en termes d'utilité (est utile ce qui est préféré, ce qui est choisi), mais dès lors qu'on considère l'ensemble des biens matériels consommés ou consommables – c'est-à-dire le revenu réel des agents économiques. Dans certains contextes, il est en effet nécessaire d'agréger les biens en un tout, ne serait-ce que pour rendre l'analyse maîtrisable. C'est par exemple le cas lorsqu'on veut étudier l'attitude des agents économiques face au risque.

Un concept central auquel on a recours dans ce contexte est celui d'utilité marginale du revenu (« marginale » parce qu'il s'agit de l'utilité d'une unité supplémentaire de revenu). Or il est axiomatique en analyse néoclassique que cette utilité marginale du revenu est positive – davantage de revenu ou, plus généralement, de richesse procure davantage d'utilité. Mais si l'utilité augmente avec le revenu, le gain d'utilité par unité de revenu supplémentaire est considéré comme allant en diminuant au fur et à mesure que le revenu croît.⁵ Cela avait été déjà noté en 1738 par Daniel Bernoulli au sujet de son « paradoxe de Saint-Pétersbourg ». Bernoulli avait en effet remarqué qu'aucune personne sensée n'accepterait de payer un prix élevé pour participer à une loterie dont on peut pourtant montrer mathématiquement qu'elle offre un gain espéré infini. C'est également ainsi qu'on explique l'aversion au risque dont font preuve la plupart des humains. Cette aversion se manifeste par exemple en cela que la plupart d'entre nous sont davantage rebutés par une perte de X francs qu'ils sont séduits par un gain du même montant.

Quoi qu'il en soit, on voit ainsi que, lorsqu'on en vient au faire et au prendre, l'analyse néoclassique – à laquelle la plupart des économistes adhèrent plus ou moins aujourd'hui⁶ – se range bien du côté de ceux qui postulent un lien positif entre satisfaction et richesse – et donc entre richesse et bonheur, puisque l'utilité/satisfaction est l'une des composantes du bonheur. Bref, dans cette optique, il vaut mieux être riche (beau, en bonne santé, etc.) que pauvre (laid, malade, etc.)

Une hypothèse à tester

Le lecteur aura sans doute remarqué que dans tout ce qui précède, on a affaire à des spéculations philosophiques ou, dans le cas néoclassique, à une proposition considérée comme axiomatique. En réalité, cependant, le lien entre richesse et bonheur n'est rien d'autre qu'une hypothèse qui, comme toutes les hypothèses, demande à être testée – du moins dans la mesure où les données disponibles le permettent. Le propre des sciences sociales modernes n'est-il pas, précisément, de chercher le plus possible à tester les hypothèses suggérées par la théorie ?

En l'espèce, le premier à s'être engagé dans cette voie a été, en 1971-72, Richard Easterlin qui était alors professeur titulaire d'économie à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie. S'appuyant sur deux ensembles de données internationales portant sur le sentiment subjectif moyen de bonheur dans divers pays, il eut en premier l'idée de mettre les résultats de ces enquêtes en rapport avec le revenu réel moyen dans ces pays.⁷

Comme on sait, les statistiques sur les revenus sont imparfaites. Certains revenus ne sont pas pris en considération (par exemple, le revenu non monétaire créé par le travail des ménagères) ; il en va souvent de même pour les revenus gagnés dans l'économie souterraine ou informelle ; les taux de change de marché ne sont en général pas un bon moyen pour comparer les revenus réels dans divers pays ; etc. Les statistiques en question comportent donc des

⁵ En termes techniques : la première dérivée partielle de la fonction d'utilité par rapport au revenu est positive, mais la deuxième est négative.

⁶ En anglais, on parle de « mainstream economics ».

⁷ Easterlin a eu des précurseurs, comme George Katona de l'Université du Michigan dans les années 1950, mais c'est bien l'étude dont il est question ici qui a été le point de départ de « l'économie du bonheur ».

marges d'erreur qui ne sont sans doute pas négligeables. Mais elles ne doivent pas non plus être exagérées. Lorsque les chiffres indiquent que, dans telle ou telle économie nationale, le revenu réel médian est le double de celui dans une autre économie, la différence peut être en réalité de 70% ou de 130%, mais il ne peut y avoir aucun doute qu'un écart très important existe bel et bien.

Or Easterlin constata qu'il n'y avait pas de relation significative entre, d'une part, l'évaluation moyenne du sentiment subjectif de bonheur et, d'autre part, le revenu réel moyen dans les pays considérés. Sa conclusion fut donc que plus de richesse ne conduisait pas à plus de bonheur, tout au moins dès lors que les besoins les plus vitaux étaient satisfaits. C'était proprement révolutionnaire puisque cela revenait à mettre en cause la finalité même de l'activité économique en général, que ce soit dans le cadre d'une économie de marché ou dans celui d'une économie centralisée. Plus tard, on appela cela le « paradoxe d'Easterlin ».

En 1971-72, quand Easterlin eut terminé le premier jet de son étude, il le fit circuler parmi ses collègues économistes à l'Université de Pennsylvanie et, en particulier, parmi ses jeunes collègues, dont le soussigné. Les réactions qu'il reçut en retour ne furent pas exactement encourageantes. La critique la plus fréquente concernait la signification des réponses récoltées par les enquêtes en question. Lorsqu'on demande à une personne si elle est satisfaite de sa vie, en la priant typiquement d'indiquer son degré de bonheur sur une échelle allant de 1 à 10, il semble a priori vraisemblable que la réponse a une signification non pas absolue, mais relative. Autrement dit, cette personne se dira heureuse si, entre autres, ses moyens d'existence sont à la mesure de ce qu'elle peut espérer « normalement », étant donné les circonstances du moment et sa place dans la société ; ou si lesdits moyens sont supérieurs à cette attente ; ou peut-être, plus simplement, si son niveau de vie la situe vers le haut de l'échelle. Et vice versa, bien sûr. Dans une économie connaissant une croissance soutenue et au moins relativement équilibrée, l'abondance matérielle deviendra toujours plus grande en moyenne, mais les attentes relatives et la distribution des revenus ne changeront pas ou que peu, du moins en première approximation. La similitude des évaluations subjectives du degré de bonheur observée par Easterlin est donc parfaitement compatible avec un « bonheur absolu » qui, lui, serait plus marqué dans les pays à revenu élevé. Bref, les réactions au texte d'Easterlin pouvaient se résumer par : *non sequitur*.

Pour autant qu'on se souvienne, Easterlin ne chercha pas à réfuter ses critiques, mais il fut manifestement déçu de cet accueil. Il publia néanmoins son étude en 1974 dans un ouvrage collectif.⁸ Par la suite, la thématique de « l'économie du bonheur » connut une certaine période de latence, avec quelques publications seulement, comme un ouvrage de Tibor Scitovsky en 1976⁹ et un article de Richard Layard en 1980.¹⁰

Puis, dès environ le milieu des années 1990, cette thématique prit son essor avec toute une série de travaux dont, parmi beaucoup d'autres, ceux des économistes David Blanchflower, Andrew Clark, Bruno S. Frey, Andrew Oswald et Alois Stutzer, sans compter les contributions d'une pléiade de psychologues. A telle enseigne qu'à l'heure actuelle on pourrait presque parler d'une explosion d'ouvrages, d'articles et d'études, et qu'il existe même aujourd'hui un *Journal of Happiness Studies*, fondé en l'an 2000.

Rendre justice aux discussions, controverses et avancées qui ont eu lieu depuis le milieu des années 1990 exigerait dix fois l'espace disponible ici. Le lecteur de langue française désireux

⁸ « Does Economic Growth Improve the Human Lot ? Some Empirical Evidence ». In P.A. David & M.W. Reder (Eds.), *Nations and Households in Economic Growth*, NY, Academic Press.

⁹ *The Joyless Economy*, NY, Oxford UP.

¹⁰ « Human Satisfaction and Public Policy », *The Economic Journal*, vol. 90, no 360.

de se renseigner plus à fond à ce sujet trouvera un bon survol et une pertinente discussion dans un récent texte dû à Lucie Davoine.¹¹ Cela étant, force est de se limiter ici à...

...quelques aperçus et réflexions

Une première question porte sur la nature des données en matière de bonheur subjectif. L'analyse pionnière d'Easterlin se fondait sur des données en coupe transversale concernant un assez petit nombre de pays au même point dans le temps, mais non sur des données chronologiques (ou longitudinales), lesquelles étaient alors fort rudimentaires. Depuis lors, il s'est produit un véritable foisonnement dans les deux dimensions. Que s'en dégage-t-il ?

Jusqu'à tout récemment, un certain consensus s'était établi à partir de cette abondance croissante de données, un consensus qu'au risque de simplifier par trop on peut résumer comme suit.

Premièrement, il y avait un accord général sur le lien positif entre, d'une part, la richesse matérielle (le revenu, le niveau de vie) et, d'autre part, le bonheur ou la satisfaction avec la vie lorsqu'on considérait tel ou tel pays individuellement et à un moment donné dans le temps : de façon tout à fait générale, les personnes avec un revenu élevé tendaient, au moment où elles étaient interrogées, à se déclarer plus heureuses que celles, interrogées simultanément, qui disposaient d'un plus faible revenu. Sous cet angle, il n'y avait clairement pas de paradoxe d'Easterlin.

Deuxièmement, la constat était plus ambigu lorsqu'on mettait en rapport, dans tel ou tel pays, la croissance du revenu réel au fil des années avec l'évolution des appréciations subjectives du degré de bonheur/satisfaction. Dans certains pays, on constatait une corrélation positive entre les deux variables, mais avec d'importantes exceptions, dont notamment les USA et le Japon où une croissance soutenue du revenu réel allait de pair avec une évolution stationnaire du degré moyen de bonheur. La paradoxe d'Easterlin s'en trouvait donc non pas réfuté, mais affaibli.

En troisième lieu, il y avait les comparaisons entre pays. On se souvient que le paradoxe d'Easterlin s'appuyait originalement sur l'absence de corrélation entre bonheur et richesse dans une comparaison entre pays, avec cependant la réserve que cela ne valait qu'à partir du moment où « les besoins les plus fondamentaux » étaient satisfaits. De nouvelles données couvrant un nombre toujours plus grand de pays, en particulier du Tiers Monde, permirent d'affiner cette réserve, en cela qu'un lien positif et significatif entre le revenu réel moyen et le degré de bonheur/satisfaction était constaté jusqu'à un seuil d'environ 15'000 dollars par an et par tête (aux prix de la fin des années 1990) – voir par exemple une série de conférences données en 2003 par Richard Layard, professeur à la London School of Economics et conseiller de Tony Blair, des conférences qui débouchèrent sur un livre paru en 2005¹². Au-dessus de ce seuil, le paradoxe d'Easterlin était généralement considéré comme avéré, particulièrement dans les pays développés. La principale explication avancée faisait appel à un effet d'accoutumance ou d'« adaptation hédonistique ». Supposons qu'au terme d'une période de stagnation, il y ait une augmentation subite du revenu, suivie par une nouvelle phase de stagnation, mais avec un niveau de revenu plus élevé. Après une période initiale de mieux-être, on s'habitue ensuite au surcroît de revenu, de sorte que le sentiment de bonheur retombera à son niveau an-

¹¹ *L'économie du bonheur peut-elle renouveler l'économie du bien-être ?*, Document de travail no 80, février 2007, Centre d'études de l'emploi, Noisy-le-Grand. Ce texte se trouve sur « la toile ».

¹² Une traduction en français a été publiée en 2007 : *Le prix du bonheur : leçons d'une science nouvelle*, Armand Colin.

térieur. En cas de croissance régulière, l'adaptation sera continue et le bien-être subjectif restera le même.

La réalité ou non dudit paradoxe était loin de n'être qu'une question académique. Ceux qui, s'appuyant principalement sur le dernier constat ci-dessus, considéraient que le paradoxe existait réellement en tiraient en effet d'importantes conclusions sur divers plans. Ainsi, Easterlin terminait généralement ses écrits postérieurs à son article de 1974 en exhortant ses lecteurs à consacrer moins de temps et d'efforts à leurs activités professionnelles (et donc à accepter de gagner moins), à prendre leur distance par rapport à la *rat race*¹³ dans laquelle, selon lui, l'humanité moderne se trouvait prise au piège dans les pays développés ; et, en contrepartie, à prendre plus de loisirs pour pouvoir se consacrer davantage aux vraies sources de bonheur, dont principalement la santé et les relations familiales et sociales. Quant à Richard Layard, s'il souscrivait à ces exhortations morales, il allait plus loin en concluant entre autres que, puisque plus d'argent ne procurait pas plus de bonheur, du moins dans les pays développés, il y avait lieu d'y alourdir encore la fiscalité frappant les revenus et les dépenses de consommation tout en développant certains services collectifs comme les systèmes de santé ; et aussi en accentuant encore la redistribution des revenus par l'État, au détriment des riches, des nantis, des surprivilégiés et en faveur des pauvres, des démunis, des sous-privilégiés. Par la même logique, la diminution imposée des horaires de travail était justifiée même si elle était contraire aux vœux des employés comme des employeurs. Le paradoxe d'Easterlin, tenu pour avéré, était ainsi du pain bénit pour les partisans de « l'État tuteur » – le *nanny State* des Anglais. A quoi les esprits plus libéraux rétorquaient que vouloir faire le bonheur des gens malgré eux-mêmes ou contre eux-mêmes, imposer à tout le monde de travailler moins et redistribuer les revenus sans égard pour les différentiels de productivité exigeait à tout le moins qu'on se trouve sur un terrain très solide et qu'on soit sûr de son affaire.

Ces esprits libéraux se montraient également sceptiques au chapitre des conséquences du paradoxe d'Easterlin pour les politiques économiques et sociales quand bien même le paradoxe eût été chose avérée. Une analogie peut faire voir pourquoi. Selon des études psychologiques, les personnes frappées d'une grave infirmité suite à un accident, les paraplégiques par exemple, commencent par traverser une phase de dépression, mais ensuite elles finissent en général par retrouver le même sentiment de bonheur subjectif qu'avant leur accident ; ou peut-être (la question est controversée) elles ne connaissent qu'une faible diminution permanente de ce sentiment. Admettons que l'accoutumance à leur nouvelle vie soit complète. S'ensuit-il, au plan des politiques publiques, qu'il est dès lors superflu de consacrer des ressources à la prévention de ces accidents – puisque, après un court épisode de détresse, les victimes s'habituent à leur nouvelle condition et ne se trouvent « de toute façon » pas plus mal qu'auparavant ? Par le même raisonnement, proclamer « Halte à la croissance ! », voire plaider en faveur d'une décroissance, sous prétexte qu'on s'habitue à tout – et donc aussi à moins de richesse matérielle – paraissait pour le moins risqué à ces esprits libéraux.

Aux dernières nouvelles

Le consensus dont il a été question se trouva cependant ébranlé, sinon même détruit, par les résultats de nouvelles enquêtes internationales portant entre autres sur la relation richesse/bonheur, des enquêtes toujours plus affinées et plus étendues. Ainsi, le *Gallup World Poll* touche actuellement quelque 130 000 personnes dans 126 pays. Or les résultats de ces enquêtes révèlent – surprise, surprise ! – non seulement un lien tout à fait significatif entre niveau de vie et bonheur subjectif dans les différents pays couverts, mais aussi l'absence de tout seuil à partir duquel plus de bien-être matériel n'engendrerait pas davantage de bonheur. Le coefficient

¹³ Ce qu'on pourrait traduire par un « carrousel de rats ».

de corrélation simple entre revenu matériel et bonheur subjectif se situe ainsi typiquement vers +0,40, ce qui est relativement élevé pour des données en coupe transversale.

Il est possible que ces nouveaux résultats tiennent à une diffusion internationale toujours meilleure de l'information sur les conditions de vie dans les autres sociétés. Le paysan français moyen du XVIII^e siècle ne savait sûrement pas qu'on vivait en général mieux en Angleterre que chez lui (du moins si l'on en croit les observations faites à l'époque par Arthur Young). Aujourd'hui, avec la TV, le cinéma et les autres moyens modernes d'information et de communication, les conditions de vie dans le monde développé sont connues un peu partout, y compris dans le Tiers Monde. Autrement, on ne s'expliquerait d'ailleurs pas pourquoi il y a une si forte pression migratoire en direction des pays développés. On ne s'expliquerait pas non plus cette pression s'il était vrai qu'on n'est pas plus malheureux – ou pas beaucoup plus malheureux – dans les bidonvilles du Tiers Monde qu'à Copenhague ou à Genève.

Autre coup de poignard dans le consensus en question : une toute récente étude de deux chercheurs de l'Université de Pennsylvanie (qui, comme par hasard, était celle d'Easterlin).¹⁴ Cette étude, qui n'en est cependant qu'au stade d'une version provisoire, inclut un examen ou un réexamen de pratiquement toutes les banques de données qui ont jamais été exploitées dans ce domaine. Par ailleurs, les chercheurs en question ont eu recours aux meilleures techniques statistiques et économétriques qui existent actuellement.¹⁵ Au terme de leur travail, ils concluent, premièrement, que presque toutes les banques de données, qu'elles soient transversales ou longitudinales, mènent – lorsqu'elles sont analysées correctement – au constat d'un gradient positif et très significatif entre revenu réel et bonheur subjectif. Deuxièmement, le lien numérique entre les deux variables – l'élasticité du sentiment de bonheur par rapport au revenu réel, si l'on veut – est du même ordre de grandeur dans pratiquement tous les cas, dès lors qu'on tient compte des marges d'erreur dans les différentes estimations numériques. Il a bien quelques exceptions à ce résultat général, mais les deux chercheurs soutiennent qu'elles peuvent être expliquées sans peine. Ainsi, le caractère stationnaire des évaluations subjectives observé aux USA tiendrait au fait que la rémunération réelle moyenne de l'heure de travail n'a guère augmenté dans ce pays où la croissance a profité surtout aux classes supérieures de revenu. Troisièmement, le gradient positif entre richesse et bonheur n'est pas borné vers le haut ; en d'autres termes, il n'y a pas d'indications allant dans le sens de l'existence d'un quelconque « point de satiété ». Dernière chose intéressante à noter : dans leurs calculs et analyses, les deux chercheurs en question n'ont pas utilisé le niveau du revenu réel par tête dans les différents pays, converti au moyen des parités de pouvoir d'achat, mais le logarithme de ce niveau. Ce qui confirme l'hypothèse, évoquée plus haut, d'une utilité marginale du revenu positive, mais décroissante avec le revenu.

Voici la conclusion que Daniel Kahneman, le psychologue bien connu et Prix Nobel d'économie, qui a inspiré des auteurs comme Richard Layard et qui a lui-même publié d'importants travaux consacrés à l'étude du bonheur, vient de tirer de ces récentes avancées : « Il y a incontestablement une accumulation d'indications et de preuves (*evidence*) que le paradoxe d'Easterlin pourrait bien ne simplement pas exister ». ¹⁶ Ou encore : « Les différences du niveau de PIB réel dans les divers pays sont non seulement énormes, mais hautement prédictives des différences dans le sentiment de satisfaction avec la vie. La conclusion implicite, à savoir que les citoyens des divers pays ne s'accoutument pas au niveau de vie qui se trouve être le leur,

¹⁴ Betsey Stevenson and Justin Wolfers (Wharton, University of Pennsylvania), *Economic Growth and Subjective Well-Being : Reassessing the Easterlin Paradox*, Draft, April 2008. Peut-être téléchargé à partir de : [http://bpp.wharton.upenn.edu/betseys/papers/...](http://bpp.wharton.upenn.edu/betseys/papers/)

¹⁵ Le modèles dits probit, par exemple.

¹⁶ Interview dans le *New York Times* du 16 avril 2008. Notre traduction.

heurte de front tout ce que nous croyions savoir il y a dix ans. Nous nous sommes trompés et nous le savons maintenant. »¹⁷

En conclusion

Voilà donc où en sont les choses pour le moment. Nul doute, cependant, que la discussion se poursuivra et que les tenants du paradoxe d'Easterlin – et des conséquences économiques et politiques qui s'ensuivent – ne s'avoueront pas vaincus si vite. En attendant et pour terminer, on tient à souligner que ce qui précède ne signifie nullement qu'il faille condamner, comme utopique ou irréaliste, l'idéal d'une « vie plus simple », même si ce n'est pas aujourd'hui celui de la majorité des humains. C'est là affaire de liberté et de choix individuel – ou cela devrait l'être le plus possible. Il est vrai que, pour des raisons tenant aux impératifs de l'organisation de la production, cette liberté de choix est (encore) restreinte. Ainsi, les possibilités d'opter pour un travail à temps partiel existent, mais de manière le plus souvent limitée et imparfaite. D'un point de vue libéral, c'est dans le sens d'une plus grande flexibilité dans ce domaine et dans d'autres qu'il conviendrait d'agir.

Il n'est pas exclu qu'avec l'évolution des mentalités et les progrès constants de la productivité l'idéal d'une vie plus simple gagne toujours davantage de terrain et finisse par devenir le modèle dominant. (Encore que ce qui, au XXI^e siècle, passe ou passera pour une « vie simple » représente un mode de vie inimaginable pour le paysan moyen du XVIII^e). Si cela devait se produire, l'économie de marché saura s'y adapter. Comme l'analyse néoclassique, l'économie de marché est chose éminemment souple – si on ne l'entrave pas trop et si on lui laisse le temps de s'adapter. Contrairement à ce qu'entendait montrer Bernard de Mandeville dans la « Fable des abeilles » (1729), la bonne marche d'une économie de marché n'exige pas qu'une majorité des agents économiques s'use à accumuler toujours plus une richesse matérielle qui serait ensuite mal dépensée. Le « dividende de la croissance » peut aussi être réalisé sous la forme de toujours davantage de loisirs et, plus généralement, d'une plus grande liberté – et donc de davantage de bonheur.

(27'642 signes, espaces compris, sans compter cette parenthèse finale)

¹⁷ Cf. un texte téléchargeable sous http://www.edge.org./q2008/q08_17.htm#kahneman. Notre traduction.